

Brochure n° 3015

Convention collective nationale

IDCC : 1561. – **CORDONNERIE**

AVENANT N° 21 DU 18 JUILLET 2007
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JUILLET 2007

NOR : *ASET0751060M*
IDCC : 1561

Entre :

La fédération française de la cordonnerie et du multiservice (FFCM) ;
Le syndicat des réparateurs industriels de la chaussure (SRIC),

D'une part, et

La fédération chimie, mines, textile, énergie (CMTE) CFTC ;
La fédération nationale agroalimentaire cuirs et peaux CFE-CGC ;
La fédération des services CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Suite à une erreur de retranscription, l'article 1^{er} de l'avenant n° 20 est annulé et remplacé par le présent article :

« Le salaire minimum national professionnel est fixé à 5,431 € pour le coefficient 100 auquel il faut ajouter 0,666 € pour le coefficient 140, 0,444 € pour le coefficient 145 et 0,222 € pour le coefficient 150. Le barème des minima est en conséquence fixé comme suit. »

Article 2

La valeur du point mensuel est fixée à 5,572 € à laquelle il faut ajouter :

- 0,64 € pour le coefficient 140 ;
- 0,45 € pour le coefficient 145 ;
- 0,23 € pour le coefficient 150.

Les parties signataires ont décidé d'abandonner toute référence au coefficient 100.

A compter du 1^{er} juillet 2007, le barème des minima est en conséquence fixé comme suit :

Les salaires minima bruts mensuels sont fixés pour une durée mensuelle de travail de 151,666 heures pour 35 heures hebdomadaires effectivement travaillées.

(En euros.)

CATÉGORIE	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE BRUT mensuel
Employés. – Ouvriers				
I	1	140	8,44	1 280,07
	2	145	8,53	1 293,62
II	1	150	8,59	1 302,51
	2	155	8,64	1 309,88
III	1	165	9,19	1 394,39
Employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise				
IV	1	180	10,03	1 521,15
	2	200	11,14	1 690,17
V	1	220	12,26	1 859,18
VI	1	240	13,37	2 028,20
Cadres				
VII	1	270	15,04	2 281,72
VIII	1	300	16,72	2 535,25
	2	320	17,83	2 704,27

Le salaire brut mensuel prend en compte l'ensemble des éléments légaux, conventionnels et usuels, des salaires bruts, qu'elles qu'en soient la nature et la périodicité.

Ces salaires sont des bases nationales et les salaires réels peuvent se déterminer au niveau de chaque entreprise.

La commission nationale se réunira une fois par an, à la demande de la partie la plus diligente, pour examiner le salaire de base national professionnel.

Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2007 après respect des délais prévus en matière de droit d'opposition.

Article 4

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités de dépôt, conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 5

Les parties signataires demandent au ministre de l'emploi d'étendre le présent accord.

Fait à Paris, le 18 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)